

REPUBLIQUE D'HAÏTI



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

BUREAU DE MONÉTISATION DES PROGRAMMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (BMPAD)



UNITÉ DE COORDINATION DE PROJETS (UCP)

Projet de Développement Communautaire Participatif en Milieu Urbain (PRODEPUR)
+ Financement Additionnel
Projet de Reconstruction des Quartiers Défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD)

**CADRE DE POLITIQUE DE REINSTALLATION
(CPR)**

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS	3
RESUME	4
Cadre de Politique de Réinstallation Involontaire	8
I. INTRODUCTION	8
II. DESCRIPTION DES INITIATIVES.....	9
III. DEFINITION	12
IV. OBJECTIFS ET PRINCIPES DU CADRE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE.....	14
V. CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL	16
Textes législatifs haïtiens applicables en matière de réinstallation de populations en Haïti	16
5.1 L'OP 4.12	18
5.1 Les points de convergence et de divergence	19
5.1 Acteurs institutionnels	20
VI. PROCESSUS DE PREPARATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION.....	21
VII. LIGNES DIRECTRICES POUR LES OPERATIONS D'INDEMNISATION, DE REINSTALLATION ET D'AUTRES FORMES D'ASSISTANCE	22
VIII. CRITERES D'ADMISSIBILITE DES PERSONNES AFFECTEES	24
VIII. CONSULTATION ET RESOLUTION DE PLAINTES	26
ANNEXES.....	28
Annexe I.....	30
Termes de Référence pour préparation de Plans d'Action de Réinstallation (PAR).....	30
Annexe II	33
Filtrage des Sous-Projets pour Eviter les Effets de Déplacements Forcés de Populations dans les Cas de Donations de Terres Volontaires	33
Annexe III	35
Formulaire d'Evaluation de l'acquisition du site d'emplacement du Sous-Projet.....	35

ABREVIATIONS

BM	:	Banque Mondiale
BMPAD	:	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement
BTC	:	Bureau Technique de Coordination
CAR	:	Centre d'Appui à la Reconstruction
CDQ	:	Conseil de Développement de Quartier
CECI	:	Centre d'Etudes et de Coopération Internationale
COPRODEP	:	Conseil de Projet de Développement Participatif
CPR	:	Cadre de Politique de Réinstallation
DGI	:	Direction Générale des Impôts
FA	:	Fonds Additionnels
IDA	:	Association Internationale pour le Développement
IEC	:	Information Education et Communication
INARA	:	Institut National de Réforme Agraire
JP/HRO	:	John Penn/Haitian Relief Organization
MDOD	:	Maître d'Ouvrage Délégué
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MTPTC	:	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication
OCB	:	Organisation Communautaire de Base
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OP	:	Politiques Opérationnelles
PA	:	Personne Affectée
PADF	:	Pan American Foundation Development
PAP	:	Personne Affectée par le Projet
PAR	:	Plan d'Action de Réinstallation
PREKAD	:	Projet de Reconstruction de Quartiers Défavorisés
PRPODEPUR	:	Projet de Développement Communautaire Participatif en Milieu Urbain
PAR	:	Plan d'Action de Réinstallation
PSR	:	Plan Succinct de Réinstallation
TdR	:	Termes de Référence
UCP	:	Unité de Coordination de Projets

RESUME

Le Gouvernement de la République d'Haïti, avec l'appui de la Banque Mondiale, initie depuis 2009 le Projet de Développement Communautaire Participatif en milieu Urbain (PRODEPUR), donnant la priorité à la mise en œuvre de sous-projets permettant de répondre aux besoins créés par la situation de pauvreté et de dégradation sociale dans les communautés visées par le projet.

Suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, la Banque a immédiatement reprogrammé le projet PRODEPUR en cours pour donner la priorité à la mise en œuvre de sous-projets permettant de répondre aux besoins créés par la catastrophe dans les communautés visées par le projet.

Le 26 octobre 2010, la Banque a approuvé un financement additionnel de 30 millions de dollars en faveur de ce Projet, ci-dessus mentionné, pour financer des activités d'enlèvement des décombres, de réparation et de reconstruction de logements et d'amélioration de l'infrastructure communautaire, et pour permettre le retour sans danger des habitants de secteurs gravement affectés, ciblés par PRODEPUR. En outre, la Banque a pris d'autres initiatives, notamment un don de 65 millions de dollars au titre du Projet de Reconstruction des Quartiers défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD).

Le BMPAD est l'organe principal de mise en œuvre de ces initiatives. C'est une entité gouvernementale haïtienne autonome qui fonctionne sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Les autres acteurs du PRODEPUR, qui sont fortement impliqués dans la mise en œuvre du projet sont la PADF, le JP/HRO et le CECI comme Maîtres d'Ouvrage Délégués, les autres opérateurs devant être recrutés pour la mise en œuvre du PREKAD, les collectivités territoriales (notamment les mairies concernées), les populations et divers acteurs locaux.

Les activités de ces initiatives de reconstruction du PRODEPUR auront des impacts positifs majeurs sur le renforcement du secteur de reconstruction suite aux événements dramatique qu'a connu le pays (cyclones et séisme), toutefois, certaines relatives à la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures de base peuvent avoir certains impacts et effets sociaux négatifs, notamment en termes d'occupation d'espaces publics ou privés, de démolition de maisons, de génération de déchets et autres pollutions, nuisances sanitaires et insécurité, lors des travaux et lors de la mise en service des infrastructures.

Dans le contexte de la mise en œuvre de ces initiatives, les impacts sociaux négatifs pouvant enclencher un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) pourraient résulter des risques éventuels de conflits ou litiges potentiels sur les déplacements éventuels de population, l'acquisition et l'occupation de nouveaux espaces devant abriter des déplacés ou de nouveaux logements et infrastructures du projet si certaines dispositions ne sont pas prises.

Les objectifs du Cadre de Réinstallation Involontaire sont les suivants : i) Eviter la réinstallation forcée et l'acquisition de terres dans la mesure du possible, ou alors minimiser, en étudiant toutes les alternatives viables dans la conception des sous-projets ; et ii) Concevoir et mettre en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation dans les cas où la réinstallation et l'acquisition des terres ne peuvent être évités. Les personnes affectées doivent être effectivement consultées et avoir l'opportunité de participer à la planification et la mise en pratique des programmes de réinstallation.

Finalement dans le cadre des initiatives de reconstruction, tous les sous projets susceptibles de provoquer un déplacement involontaire quelconque seront analysés conformément aux lois Haïtiennes et tenant compte de la politique de sauvegarde environnementale et sociale y relative de la Banque Mondiale, soit l'OP.12.

L'analyse comparative montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation haïtienne et l'OP.4.12 de la BM.

Les points de convergence sont les suivants: éligibilité à une compensation; date limite d'éligibilité; type de paiement.

Les points où il y a des divergences les plus importantes sont les suivants : participation des populations; occupation irrégulière; assistance particulière aux groupes vulnérables; déménagement des PAP; coûts de réinstallation; réhabilitation économique; manière de résoudre les litiges; suivi et l'évaluation.

Les déplacements involontaires doivent être évités ou minimisés dans la mesure du possible, en étudiant toutes les options viables pour la conception du projet. Quand un déplacement involontaire est inévitable, des plans de réinstallation doivent être élaborés afin d'atténuer les impacts sur les Personnes Affectées, résultant de l'acquisition des terres et/ou des activités ayant pour conséquences la réinstallation involontaire des personnes.

Le cadre politique, juridique et institutionnel applicable à cette réinstallation renvoie aux politiques, procédures, règles qui impliquent plusieurs acteurs, secteurs et structures au niveau national et aux directives de la Banque Mondiale.

Les Personnes Affectées peuvent être regroupées dans les catégories suivantes: (a) celles qui ont des titres de propriétés des terres; (b) celles qui, en vertu du droit interne, ont le droit d'occuper des terres, mais sans titre de propriété; (c) celles qui n'ont aucun droit légal d'occuper des terres, mais qui occupent ces terres au moment du recensement ou de l'étude de faisabilité; (d) les locataires; (e) celles qui ont perdu leurs jobs à cause de l'acquisition de terres et/ou des déplacements physiques; et (f) celles qui n'ont aucun droit d'occuper des terres et dont l'occupation de ces terres commence après le recensement. L'indemnisation diffère en fonction de ces catégories.

La justification d'indemnisation pour toutes catégories de Personnes Affectées est résumée dans la Matrice de Droits ci-dessous.

Matrice de Droits

Catégories de Personnes Affectées	Type de Perte	Option d'Indemnisation
Propriétaires légaux	Terres	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance ¹
Propriétaires illégaux avec droits d'occupation des terres	Terres	Pas d'indemnisation monétaire
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Locataires	Terres	Pas d'indemnisation monétaire
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Personnes économiquement affectées	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Résidents illégaux occupant le site après le recensement	Non-Eligible pour indemnisation	Non éligible pour l'indemnisation

Ce Cadre général sera inclus dans le manuel opérationnel du projet, et le BMPAD, les MDODs et les COPRODEPs seront chargés de sa mise en application. Si les Personnes Affectées ou d'autres membres de la communauté ont une plainte concernant le Cadre ou son application, le projet établira un système de traitement des plaintes au niveau des Centres d'Appui à la Reconstruction (CAR), avec un personnel en charge de la manipulation et du suivi des plaintes. Les plaintes ne pouvant pas être résolues au niveau local grâce à travers ce système seront adressées au BMPAD.

La mise en œuvre de programmes de réinstallation pour les initiatives de Reconstruction sera basée sur le système existant pour le projet PRODEPUR, avec certaines modifications. De telles modifications assureront la capacité d'exécuter des programmes de réinstallation et de gestion des restes humains.

Sont annexés à ce cadre les TDR pour l'élaboration des PAR et le formulaire de filtrage des sous-projets faisant objet d'acquisition de terrain ou de donation.

¹ Les opportunités de restauration des moyens de subsistance prennent souvent la forme de programmes de formation afin de diversifier les options des moyens d'existence ou d'améliorer la productivité. Les meilleures pratiques montre que les programmes de restauration des moyens de subsistance sont plus efficaces lorsque conçus conjointement avec les Personnes Affectées pendant l'exécution du projet, et en prenant en considération les opportunités locales. PRODEPUR concevra un programme de restauration des moyens de subsistance en étroite collaboration avec les Personnes Affectées et partenaires locaux dans l'exécution de ces programmes.

Cadre de Politique de Réinstallation Involontaire

I. INTRODUCTION

Capitalisant sur les expériences acquises du projet National de Développement Communautaire Participatif en Milieu Rural [PRODEP] et du projet pilote de Développement Communautaire Participatif dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince [PRODEPAP], le projet proposé en cours d'exécution depuis 2008 (PRODEPUR) vise à améliorer l'accès: (a) aux infrastructures et services sociaux de base, et (b) aux opportunités génératrices de revenus des résidents des zones urbaines défavorisées, à travers un processus participatif dans lequel les organisations communautaires de base (OCB) proposent, sélectionnent, mettent en œuvre, gèrent et entretiennent leurs sous-projets communautaires.

Suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, la Banque a immédiatement reprogrammé le projet PRODEPUR en cours pour donner la priorité à la mise en œuvre de sous-projets permettant de répondre aux besoins créés par la catastrophe dans les communautés visées par le projet.

Le 26 octobre 2010, la Banque a approuvé un financement additionnel de 30 millions de dollars en faveur de ce Projet in, ci-dessus mentionné, pour financer des activités d'enlèvement des décombres, de réparation et de reconstruction de logements et d'amélioration de l'infrastructure communautaire, et pour permettre le retour sans danger des habitants de secteurs gravement affectés, ciblés par PRODEPUR.

En outre, la Banque a pris d'autres initiatives, notamment un don de 65 millions de dollars au titre du Projet de Reconstruction des Quartiers défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD), centré notamment sur la réparation des infrastructures principales de transport et de drainage ainsi que la reconstruction et le pilotage d'une zone de gestion et de traitement des gravats sur le site de la décharge de *Truitie*.

Le BMPAD est l'organe principal de mise en œuvre de ces initiatives. C'est une entité gouvernementale haïtienne autonome qui fonctionne sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Les autres acteurs du PRODEPUR, qui sont fortement impliqués dans la mise en œuvre du projet sont la PADF, le JP/HRO et le CECI comme Maîtres d'Ouvrage Délégués, les autres opérateurs devant être recrutés pour la mise en œuvre du PREKAD, les collectivités territoriales (notamment les mairies concernées), les populations et divers acteurs locaux.

Les activités de ces initiatives de reconstruction du PRODEPUR auront des impacts positifs majeurs sur le renforcement du secteur de reconstruction suite aux événements dramatique qu'a connu le pays (cyclones et séisme), toutefois, certaines relatives à la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures de base peuvent avoir certains impacts et effets sociaux négatifs, notamment en termes d'occupation d'espaces publics ou privés, de démolition de maisons, de génération de déchets et autres pollutions, nuisances sanitaires et insécurité, lors des travaux et lors de la mise en service des infrastructures.

Dans le contexte de la mise en œuvre de ces initiatives, les impacts sociaux négatifs pouvant enclencher un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) pourraient résulter des risques éventuels de conflits ou litiges potentiels sur les déplacements éventuels de population, l'acquisition et l'occupation de nouveaux espaces devant abriter des déplacés ou de nouveaux logements et infrastructures du projet si certaines dispositions ne sont pas prises.

Dans le principe, si des aménagements prévus doivent entraîner, soit la perte de biens ou d'accès à des biens, soit la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance, ou que les personnes affectées doivent ou non déménager vers un autre site, dans tous les cas de figure ces personnes doivent recevoir une compensation pour les pertes subies (pertes de terres, de droits de propriétés ou d'accès) et toute assistance nécessaire pour leur réinstallation.

Lors de son Evaluation, la classification environnementale du PRODEPUR est la catégorie B et les activités sont susceptibles de déclencher la politique opérationnelle de sauvegarde de la Banque Mondiale OP 4.12 relative à la réinstallation.

Selon l'OP 4.12, Le processus de réinstallation involontaire est généralement déclenché si l'activité envisagée nécessite une acquisition de terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités, les personnes affectées doivent recevoir une compensation pour les pertes subies (pertes de terres, de droits de propriétés ou d'accès) et toute assistance nécessaire pour leur réinstallation.

L'objectif de l'étude consiste à élaborer un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) pour les populations qui pourraient être affectées par les activités du PRODEPUR FA et du PREKAD. Ce Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a été élaboré conformément à la politique opérationnelle de la Banque Mondiale en matière de sauvegarde sociale et environnementale OP 4.12 et en conformité avec la législation Haïtienne.

II. DESCRIPTION DES INITIATIVES

PRODEPUR est un projet de développement communautaire participatif en milieu urbain dans lequel, par définition, les sous-projets ne sont pas préalablement identifiés. L'identification des Personnes Affectées par un sous-projet peut être définie après que les propositions des sous-projets soient évaluées par les Conseils de Développement Communautaire Participatif [COPRODEP]. Le projet, fondé sur la planification et prise de décision participative, garantit que les Personnes Affectées seront impliquées dans le processus de prise de décision pour les actions qui les concernent.

Le projet PREKAD proposé aidera à intensifier l'aide à la reconstruction entreprise au titre du projet PRODEPUR, ainsi que les autres activités bénéficiant du soutien de la Banque, en fournissant les ressources nécessaires à un élargissement significatif des programmes communautaires de reconstruction dans un plus grand nombre de quartiers affectés. Selon la même approche, le projet PREKAD proposé s'appuiera sur les mêmes dispositions institutionnelles, les mêmes modalités de passation de marchés et de décaissement, légèrement simplifiées, que le projet PRODEPUR en cours, dans la catégorie de dépenses concernées.

L'objectif de développement du projet PREKAD est de faciliter le retour des résidents de certains quartiers de Port-au-Prince gravement touchés par le tremblement de terre dans leurs communautés, en les aidant à réparer et/ou à reconstruire leurs maisons et en améliorant l'infrastructure et les services communautaires de base.

Le projet comporte quatre composantes interdépendantes, décrites ci-après, qui seront mises en œuvre dans des quartiers déjà ciblés par PRODEPUR, et dans d'autres zones où une solide organisation communautaire existe et fonctionne. L'envergure et le champ de chaque intervention dépendront des besoins réels des populations bénéficiaires, des contraintes techniques particulières de chaque site, et de la nature des activités entreprises ou envisagées par d'autres bailleurs pour la zone en question. Les éléments financés au titre de PREKAD sont décrits ci-dessous et un récapitulatif détaillé des coûts ci-après.

Le FA pour un montant de 6 millions de dollars servira à élargir les activités et les investissements existants du même type et dans des zones similaires au PREKAD et PRODEPUR, avec une extension de la portée géographique des activités des sous-projets. Il n'y aura pas de changement de la conception globale du projet, et les composantes du projet resteront les mêmes. Le FA proposé sera utilisé pour augmenter toutes les composantes du PRODEPUR, à savoir :

Composante 1: Réparation et reconstruction des logements, d'un montant de 400.000 US\$.

Composante 2: Financement, gestion et appui opérationnel des sous-projets communautaires, d'un montant de 4,7 millions de US\$;

Composante 3 : Renforcement des capacités et assistance technique, d'un montant de 250.000 US\$;

Composante 4: Administration, supervision, et suivi-évaluation du projet, d'un montant de 650.000 US\$.

L'accroissement des activités et des investissements est conforme avec les objectifs du projet initial, et se présente comme le meilleur moyen de maximiser l'impact de développement du projet. Le réajustement à la hausse des activités peut être facilement réalisé dans le cadre de la gestion de projet existant. En outre, l'expansion de la plupart des activités porte des réalisations de même type dans des zones géographiques similaires, ou sur une réplication de ces activités dans les zones bénéficiant de fonds d'autres projets financés par la Banque, mais d'une autre nature, exploitant ainsi des synergies naturelles.

Composante 1 : Enlèvement des décombres, réparation et reconstruction des logements (38.4 millions de dollars)

Cette composante financera :

- (i) L'exécution : i) de l'enlèvement des décombres des espaces publics et des parcelles privées (sous réserve du consentement du propriétaire concerné) et ii) de la démolition sans danger des maisons et bâtiments de catégorie rouge, ainsi que celle des bâtiments et des maisons considérées comme étant endommagés au delà de toute réparation possible dans des conditions économiquement justifiables, situées dans les quartiers de Port-au-Prince sélectionnés ;
- (ii) Fourniture d'une aide aux résidents de quartiers sélectionnés de Port-au-Prince en vue de : i) la réparation et/ou la rénovation des maisons et bâtiments marqués en jaune, en embauchant des entrepreneurs locaux

sous la supervision du MDOD ; ou ii) la reconstruction sur site de maisons et bâtiments de catégorie rouge, ainsi que celle de maisons endommagées au delà de toute réparation possible dans des conditions économiques justifiables, grâce à l'octroi de dons en espèces aux bénéficiaires.

Les bénéficiaires seront sélectionnés sur la base d'informations recueillies dans le cadre d'opérations de cartographie communautaire (énumérations, ou recensements), réalisées principalement par ONU-Habitat et d'autres organismes.

- (iii) Fourniture d'une assistance technique afin d'aider les communautés locales, y compris les CDQ², à préparer et conduire les activités du projet et d'autres activités associées, notamment par : i) la coordination et la réalisation d'opérations de cartographie communautaire, ii) la mise au point de critères de sélection et de procédures d'octroi de dons en espèces, iii) la fourniture de conseils sur les politiques et procédures de réinstallation (conformément aux plans d'action de réinstallation), iv) l'organisation de formations sur la sensibilisation à la problématique hommes-femmes, v) la mise en place et en service de CAR³, vi) la création et la mise en œuvre de mécanismes de règlement des conflits liés aux activités du projet, vii) la supervision des travaux de réparation et/ou de reconstruction des logements, et viii) la formation à l'application des nouveaux codes et techniques de construction.

Composante 2 : Réparation, amélioration et extension de l'infrastructure de services communautaires (24.7 millions de dollars)

Cette composante financera :

L'exécution de : i) réparation, amélioration et extension de l'infrastructure de base des communautés, y compris, notamment, de routes, de trottoirs, de fossés et canaux de drainage, de la gestion des déchets solides, des réseaux d'alimentation en eau et des installations sanitaires, et ii) construction de CAR, dans les quartiers sélectionnés de Port-au-Prince.

Elle financera également des sous-projets dans cinq villes secondaires nouvellement couvertes : Hinche et Mirebalais dans le Département du Centre, Dondon et Milot dans le département du Nord, et à Martissant (zone métropolitaine de Port-au-Prince).

Composante 3 : Renforcement des capacités institutionnelles et études (5.25 millions de dollars)

Fourniture d'assistance technique afin de soutenir le gouvernement haïtien et les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, notamment par le biais de : i) l'élaboration de plans de restructuration urbaine au niveau des quartiers et de cartes des aléas naturels, ii) l'élaboration d'études et de stratégies de développement urbain et du logement à moyen et long terme, ainsi que des mesures politiques et administratives associées, iii) la réalisation d'audits techniques, l'application de mesures de sauvegarde environnementale et sociale et iv) le renforcement des capacités des mairies et des agences du bénéficiaire.

Composante 4 : Gestion du projet (2.65 millions de dollars)

Soutien apporté au Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) en matière de coordination de l'administration, de la supervision, du suivi, de l'évaluation, de la gestion

² Conseils de développement de quartier (CDQ).

³ Centres D'Appui à la Reconstruction (CAR).

financière du projet et de la passation des marchés, grâce au financement des frais de fonctionnement supplémentaires, des fournitures et des services de consultants.

Pour tout projet entraînant l'acquisition ou la réinstallation des terres, ce Cadre de Politique fournit des procédures et des lignes directives de compensation pour les Personnes Affectées par le sous-projet et s'assure que ces personnes soient traitées équitablement en se basant sur le prix des terres sur le marché local.

Il est hautement improbable que les initiatives de reconstruction du projet PRODEPUR se traduiront par des déplacements de personnes à une échelle qui exige la création de sites de réinstallation ex novo. Dans le cas improbable d'un tel événement, les procédures illustrées dans la section de ce document relative aux sites de réinstallation s'appliqueront. Tandis que les déplacements involontaires doivent être évités comme une priorité, il est possible que la composante **Réparation et Amélioration des Infrastructures Communautaires** puisse exiger un réarrangement d'allocation d'espace dans la communauté, qui pourrait entraîner des pertes de terres et de bâtiments. Le budget des sous-projets de la composante Réparation et Amélioration des Infrastructures Communautaires étant faible, il est prévu que la réinstallation involontaire (si déclenchée à tous) affectera uniquement un faible nombre de personnes (généralement au-dessous du seuil de 200 requis pour la préparation des Plans d'Action de Réinstallation). A la lumière de cela, l'approche adoptée dans la gestion du processus de réinstallation pour la composante Reconstruction du projet PRODEPUR découlera de procédures simples correspondant au niveau des résultats attendus par le projet. De telles procédures, cependant, devront se faire en pleine conformité avec les exigences du Manuel Opérationnel de la Banque Mondiale OP 4.12.

III. DEFINITION

Les définitions utilisées dans ce Cadre de Politique sont:

- **Acquisition des terres** : une activité nécessitant de l'appropriation des terres, de bâtiments ou autres biens des Personnes Affectées pour les besoins du sous-projet.
- **Aide à la réhabilitation** : la mise à disposition d'argent, de biens ou d'autres formes de support pour permettre aux Personnes Affectées, sans droits légaux des biens appropriés par le projet, de maintenir ou d'améliorer leur niveau de vie, leur niveau de revenu et leur capacité de production.
- **Assistance à la réinstallation** : Assistance fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette assistance peut par exemple comprendre le transport, de l'aide alimentaire, l'hébergement, et/ou divers services aux personnes affectées durant le déménagement et la réinstallation. Elle peut également comprendre des indemnités en espèces pour le désagrément subi du fait de la réinstallation et pour couvrir les frais de déménagement et de réinstallation.

- **Bénéficiaires** : Toute personne affectée par le projet et qui de ce seul fait a droit à une compensation. Cette définition extensive inclut aussi les personnes qui perdent une partie des terres qu'ils exploitaient ou l'accès à certaines ressources.
- **Compensation** : Paiement en espèces ou en nature pour un bien ou une ressource acquise ou affectée par le Projet.
- **Date limite ou date butoir** : Date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des personnes et biens affectés par les différents projets. Les personnes occupant la zone du Projet après la date limite ne sont pas éligibles aux indemnisations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens immeubles (tels que les bâtiments, les cultures, les arbres fruitiers ou forestiers) mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés.
- **Déclaration d'Utilité Publique**: acte souverain par lequel l'Etat décide d'utiliser un périmètre déterminé du territoire national, pour la construction d'équipements collectifs, et invite, de ce fait, toute personne, propriétaire en titre de parcelle(s) à l'intérieur dudit périmètre à faire valoir ses droits à compensation.
- **Déplacement involontaire** : L'ensemble des actions pouvant être entreprises sans que les personnes déplacées donnent leur consentement en toute connaissance de cause ni qu'elles aient la faculté d'exercer un choix de l'appropriation de terres ayant pour résultat: (a) la réinstallation ou perte d'abri; (b) actifs perdus ou accès aux actifs; ou (c) perte de sources, de revenus ou moyens de subsistance, que les personnes affectées aient ou non à se déplacer physiquement dans un autre endroit.
- **Déplacement Physique** : Perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres par le Projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les Personnes Physiquement Déplacées doivent déménager du fait du Projet.
- **Groupes vulnérables** : Personnes qui, du fait de leur sexe, de leur ethnie, de leur âge, de leurs handicaps physiques ou mentaux ou, de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou, dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages peut se trouver limitée.
- **Impenses** : Évaluation des biens immeubles affectés par le projet.
- **Indemnisation** : la somme accordée à titre de dédommagement telle que déterminée dans la section V de ce Cadre en échange d'acquisition de terres et de bâtiments, en tout ou en partie, et toutes les immobilisations sur les terres et les bâtiments, y compris les cultures et les arbres.
- **Personnes Affectées** : désigne les personnes qui, en raison de l'appropriation involontaire de terres et/ou d'autres biens dans le cadre de l'exécution d'un sous-projet, souffrent d'impacts socioéconomiques négatifs que les Personnes Affectées aient ou non à se déplacer physiquement. Ces impacts incluent: (i) niveau de vie négativement affecté; (ii) droit, titre ou intérêt dans toute maison, la terre (y compris les locaux, les terres agricoles et pâturages), ou tout autre bien acquis ou possédé, temporairement ou définitivement, négativement affecté; (iii) accès aux biens de production négativement touchés, temporairement ou de façon

permanente; ou (iv) entreprise, occupation, lieu de travail ou de résidence négativement touchés.

- **Personne Affectée par le Projet (PAP) :** Toute personne affectée de manière négative par le projet. Par conséquent, il s'agit de personnes qui du fait du Projet perdent des droits de propriété, d'usage, ou d'autres droits sur un bâtiment, des terres (résidentielles, agricoles ou de pâturage), des cultures annuelles ou pérennes, ou tout autre bien meuble ou immeuble, en totalité ou en partie et de manière permanente ou temporaire. Les PAP ne sont pas forcément tous déplacés du fait du Projet.
- **Personne physiquement affectée :** toute personne forcée de laisser leur propriété parce que (i) toute ou une partie significative (50 % ou plus) de leurs terres ou de bâtiments sont touchés par le sous-projet; ou (ii) moins de 50 % de leurs terres ou de bâtiments sont touchés par le sous-projet si la fraction restante n'est pas économiquement viable ou habitable.
- **Plan d'Action de Réinstallation (PAR):** Plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation de personnes à la suite d'un déplacement forcé.
- **Recensement :** le dénombrement des personnes dans un sous-projet proposé qualifiées comme 'Personnes Affectées'. La date du recensement est la date limite pour enregistrer les personnes dans la zone de sous-projet qui bénéficieront d'une indemnisation, de réinstallation et/ou de révocation et d'aide à la réhabilitation.
- **Réinstallation :** un effort/activité de relocalisation des Personnes Affectées dans une nouvelle propriété acceptable afin qu'elles puissent maintenir ou améliorer leur niveau de vie.
- **Sous-projet :** un projet d'investissement d'infrastructure spécifique implémenté avec des fonds de PRODEPUR.
- **Valeur intégrale de remplacement :** Le taux de compensation des biens perdus doit être calculé à la valeur intégrale de remplacement, c'est à dire la valeur du marché des biens plus les coûts de transaction.
- **Valeur vénale des biens :** elle désigne la valeur de vente de ces biens. Il s'agit du prix que rapporterait la vente de ceux-ci dans les conditions normales de vente.

IV. OBJECTIFS ET PRINCIPES DU CADRE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE

Les objectifs du Cadre de Réinstallation Involontaire sont les suivants :

- Eviter la réinstallation forcée et l'acquisition de terres dans la mesure du possible, ou alors minimiser, en étudiant toutes les alternatives viables dans la conception des sous-projets ;
- Concevoir et mettre en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation dans les cas où la réinstallation et l'acquisition des terres ne peuvent être évitées. Les personnes affectées

doivent être effectivement consultées et avoir l'opportunité de participer à la planification et la mise en pratique des programmes de réinstallation.

Principes Directeurs

Les déplacements involontaires doivent être évités ou minimisés dans la mesure du possible, en étudiant toutes les options viables pour la conception du projet. Quand un déplacement involontaire est inévitable, des plans de réinstallation doivent être élaborés afin d'atténuer les impacts sur les Personnes Affectées, résultant de l'acquisition des terres et/ou des activités ayant pour conséquence la réinstallation involontaire des personnes.

La réinstallation involontaire peut causer des difficultés d'existence sévères et durables, un appauvrissement et des dégâts environnementaux si des mesures appropriées ne sont pas soigneusement planifiées et mises en œuvre. Pour ces raisons, les principes généraux de ce Cadre sont les suivants:

- Les propositions des sous-projets d'infrastructure communautaire (y compris enlèvement des débris ou de réparation et reconstruction de logement) doivent réduire au minimum l'acquisition des terres et de biens et les déplacements involontaires. Les organisations communautaires soumettant les sous-projets doivent explorer toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet afin de minimiser les déplacements.
- Les OCB soumettant le sous-projet utiliseront un processus transparent et participatif pour s'assurer que les Personnes Affectées soient consultées de manière constructive sur des sous-projets impliquant l'acquisition de terres ou la réinstallation.
- Un processus de consultation avec les Personnes Affectées sera mis en place pour s'assurer qu'elles soient pleinement conscientes de leurs droits et de leurs responsabilités, conformément à la législation Haïtienne et aux Politiques Opérationnelles Applicables de la Banque mondiale. A cet effet, un mécanisme de redressement de doléances sera établi pour résoudre des litiges éventuels découlant de la mise en œuvre de l'acquisition de terres et/ou des programmes de réinstallation.
- Le groupe soumettant le sous-projet incorporera les coûts d'acquisition des terres et/ou de réinstallation involontaire dans les propositions des sous-projets.
- Conformément à la pratique traditionnelle, les membres de la communauté peuvent choisir de donner volontairement des terres ou des biens et/ou de se déplacer temporairement ou définitivement de leurs terres sans indemnisation. 'Volontaire', dans ce contexte, signifie le don ou l'octroi de terres et autres biens avec connaissance précise et claire des objectifs pour lesquels le bien est mis à la disposition du sous-projet et les conséquences économique, sociale, et juridique d'une telle décision sur la personne fournissant le bien et que la décision ait été prise librement et volontairement, sans aucune contrainte (Annexe xxx comprend une feuille de dépistage sur la réinstallation, y compris les dons, et est déjà inséré dans le Manuel Opérationnel de PRODEPUR).

- Les Personnes Affectées⁴ devront être aidées dans leurs efforts d'amélioration, ou de rétablissement de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en terme réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse.
- Les MDODs travaillant dans les zones non éligibles pour l'octroi d'aide tel que stipulé dans la composante 'Réhabilitation et Reconstruction de Logement' doivent engager un spécialiste de réinstallation chargé de s'assurer que le CPR soit implémenté.

V. CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL

Le cadre politique, juridique et institutionnel applicable à cette réinstallation renvoie aux politiques, procédures, règles qui impliquent plusieurs acteurs, secteurs et structures au niveau national et aux directives de la Banque Mondiale.

Textes législatifs haïtiens applicables en matière de réinstallation de populations en Haïti

Le **Décret du 22 septembre 1964** (*Moniteur* du jeudi 24 septembre 1964) divise en ses Articles 1 et 2, le Domaine National en Domaine Public et Domaine Privé de l'Etat. Le Domaine Public est inaliénable et imprescriptible. Il consiste dans toutes les choses qui, sans appartenir à personne, sont, par une jouissance en commun, affectées au Service de la Société en général. La manière de jouir du Domaine Privé est soumise à des lois spéciales et aux règlements particuliers de police. Les changements de destination susceptibles de transformer des parties du Domaine Public doivent être autorisés par une loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

La Constitution qui est la loi fondamentale de la République d'Haïti garantit le droit de propriété, auquel ne peut être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement contrôlée et justifiée, sous réserve d'une indemnité équitable.

Selon la Constitution du 10 Mars 1987, An 184ème de l'Indépendance. (SECTION H : DE LA PROPRIÉTÉ), la propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites. Le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

La Nationalisation et la confiscation des biens, meubles et immeubles pour causes politiques sont interdites. Nul ne peut être privé de son droit légitime de propriété qu'en vertu d'un jugement rendu par un Tribunal de droit commun passé en force de chose souverainement jugée, sauf dans le cadre d'une réforme agraire. La propriété entraîne également des obligations. Il n'en peut être fait usage contraire à

⁴ Dans le cas du projet de PRODEPUR, plusieurs catégories de personnes peuvent être affectées par la réinstallation. Ces personnes incluent : les propriétaires qui résident dans leurs propres maisons (qui possèdent aussi la terre); les locataires, louant des propriétaires qui résident dans la même maison (possèdent aussi la terre); les locataires, louant des propriétaires d'absent (dans le pays, et posséder la terre) ; Les locataires, louant des propriétaires absents (résident dans un pays étranger, mais possèdent la terre) ; les locataires, louant des locataires (les sous-locataires) toutes les catégories ci-dessus mentionnées, mais dans le cas où le propriétaire/l'occupant ne possède pas la terre sur laquelle la maison est construite; les propriétaires/les locataires de 'les maisons rouges' qui seront démolies.

l'intérêt général. Le propriétaire foncier doit cultiver, exploiter le sol et le protéger, notamment contre l'érosion. La sanction de cette obligation est prévue par la loi.

L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert. La loi fixe les règles qui conditionnent la liberté de prospection et le droit d'exploiter les mines, minières et carrières du sous-sol, en assurant au propriétaire de la surface, aux concessionnaires et à l'Etat haïtien une participation équitable au profit que procure la mise en valeur de ces ressources naturelles.

La loi fixe les conditions de morcellement et de remembrement de la terre en fonction du plan d'aménagement du territoire et du bien-être des communautés concernées dans le cadre d'une réforme agraire. Les habitants des sections communales ont un droit de préemption pour l'exploitation des terres du domaine privé de l'Etat situées dans leur localité.

Dans le cas des **terres de l'Etat**, la gestion relève de la Direction du Domaine de la DGI qui doit :

- Identifier les terres de l'Etat, leur localisation, leurs dimensions, les occupants et l'utilisation qu'ils en font ;
- Recevoir et traiter les demandes d'affermage ;
- Passer un contrat avec le fermier ;
- Percevoir les redevances des fermiers ;
- Tenir un registre des terres de l'Etat, leur localisation, leurs dimensions, les occupants et l'utilisation qu'ils en font ;
- Veiller à une utilisation de ces terres conforme à la loi.

L'Institut National de la Réforme Agraire (INARA) a pour attributions de :

- actualiser les données disponibles sur l'étendue, l'utilisation, le mode de tenure des terres de l'Etat.
- donner en accord avec l'Assemblée Municipale concernée, un avis motivé pour toutes les opérations relatives aux terres du domaine de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national.

L'Arrêté du 23 octobre 1996 (*Moniteur* du 24 octobre 1996) autorise l'Institut National de la Réforme Agraire (INARA) à prendre possession provisoirement de toute terre litigieuse sur le territoire de la République

Les collectivités territoriales, en particuliers les sections communales, ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre du projet (**Chapitre I, des Collectivités Territoriales et de la Décentralisation**). En Haïti les Collectivités Territoriales sont composées de la section communale, la commune et le département. La section communale est la plus petite entité territoriale administrative de la République. L'administration de chaque section communale est assurée par un conseil de trois (3) membres élu au suffrage universel pour une durée de quatre (4) ans. Le conseil d'administration de la section communale est assisté dans sa tâche par une assemblée de la section communale.

L'Etat a pour obligation d'établir, au niveau de chaque section communale, les structures propres à la formation sociale, économique, civique et culturelle de sa population.

La Commune a l'autonomie administrative et financière. Chaque Commune de la République est administrée par un Conseil de trois (3) membres élus au suffrage universel dénommé Conseil Municipal. Le Président du Conseil porte le titre de Maire. Il est assisté de Maires-adjoints. Le Conseil Municipal est

assisté dans sa tâche d'une Assemblée municipale formée notamment d'un représentant de chacune de ses Sections communales. Le Conseil municipal est gestionnaire privilégié des biens fonciers du domaine privé de l'Etat situés dans les limites de sa Commune. Ils ne peuvent être l'objet d'aucune transaction sans l'avis préalable de l'Assemblée municipale.

La majorité des propriétaires en Haïti n'ont pas de vrais titres de propriété. Dans le cas des petits propriétaires en milieu rural, cela tient au fait que soit ils n'en ont jamais eu à cause de l'absence d'arpenteurs ou de notaires, ou à cause du coût des opérations, soit ils les ont perdu à cause des mauvaises conditions de conservation.

En ce qui concerne le mode de faire valoir sur les terres agricoles, on fait la distinction entre le faire valoir direct où c'est le propriétaire qui exploite sa parcelle, et le faire valoir indirect, où l'exploitant n'est pas propriétaire de la parcelle mais l'exploite en vertu d'un accord passé avec le propriétaire. Les deux formules classiques sont le fermage et le métayage.

La seule loi régissant la réinstallation en Haïti est celle du 18 Septembre 1979, abrogeant celle du 22 Août 1951. Selon l'Article 1 de cette Loi, l'expropriation pour cause d'utilité n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général. Constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'Utilité Publique pour l'exécution desdits travaux."

Seules les personnes, physiques ou morales, pouvant soumettre leurs titres, en tant que légitimes propriétaires des parcelles, fonds et bâtisses, pourront faire valoir leurs droits à compensation.

Les bases méthodologiques de calcul des indemnités et de détermination des coûts d'expropriation se réfèrent à la législation nationale haïtienne.

5.1 L'OP 4.12

A côté des procédures nationales prévues en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'OP 4.12 de la BM prévoit certains principes applicables en matière de recasement. C'est ainsi que la politique opérationnelle OP 4.12 "Réinstallation Involontaire des Populations" (décembre 2001) est suivie lorsqu'un projet financé par la Banque Mondiale est susceptible d'entraîner une réinstallation involontaire, des impacts sur les moyens d'existence, sur l'acquisition de terre ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles.

En termes d'éligibilité pour bénéficier de la réinstallation, la politique OP 4.12 distingue trois catégories parmi les Personnes Affectées par le Projet (PAP):

- a) Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation nationale : titre foncier, affectation par le conseil rural, permis d'occuper, bail, bail emphytéotique...);
- b) Celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence ;
- c) Celles qui n'ont, ni droit formel, ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

La politique de la Banque mentionne que la préférence doit toujours être donnée, pour les personnes dont la subsistance est basée sur la terre, au remplacement de la terre perdue par des terrains équivalents, plutôt qu'à une compensation monétaire.

Les personnes relevant des alinéas a) et b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de l'alinéa c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.

Les occupants qui relèvent de la catégorie c sont reconnus par la politique OP 4.12 comme éligibles, non à une indemnisation pour les terres qu'ils occupent, mais à une assistance pour la réinstallation.

Selon la politique OP 4.12, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent comprendre des mesures permettant de s'assurer que les personnes déplacées ont été informées sur les différentes possibilités et sur leurs droits à la réinstallation, qu'elles ont été effectivement consultées sur des options de réinstallation techniquement et économiquement réalisables et qu'elles peuvent choisir entre ces options, qu'elles bénéficient d'une indemnisation rapide et effective au coût de remplacement intégral, pour les biens perdus du fait du projet. Si un déplacement physique de population doit avoir lieu en raison de la mise en place d'un projet, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doit nécessairement comprendre les mesures suivantes :

- ✓ S'assurer que les personnes déplacées reçoivent une assistance (telle que des indemnités de déplacement) au cours du déplacement,
- ✓ S'assurer qu'elles puissent bénéficier de maisons d'habitation, ou de terrains à usage d'habitation, ou de terrains agricoles, pour lesquels le potentiel de production et les avantages sont au moins équivalents aux avantages du site de départ.

Lorsque ceci est nécessaire pour atteindre les objectifs de la politique, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent également comprendre des mesures pour s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une part, d'un soutien après le déplacement, durant une période de transition, sur la base d'une estimation du temps nécessaire à la restauration de leur niveau de vie et d'autre part, d'une assistance en matière de développement, en plus de l'indemnisation, telle que la préparation des terrains, le crédit, la formation ou des opportunités d'emploi.

Le programme doit veiller à informer, consulter et donner l'opportunité à ce que les Personnes Affectées par un Projet (PAP) participent à toutes les étapes du processus de la planification, la mise en œuvre au suivi- évaluation.

5.1 Les points de convergence et de divergence

L'analyse comparative montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation haïtienne et l'OP.4.12 de la BM.

Les points de convergence sont les suivants :

- ✓ Éligibilité à une compensation;
- ✓ Date limite d'éligibilité;

- ✓ Type de paiement.

Les points où il y a des divergences les plus importantes sont les suivants :

- Participation des populations;
- Occupation irrégulière;
- Assistance particulière aux groupes vulnérables;
- Déménagement des PAP;
- Coûts de réinstallation;
- Réhabilitation économique;
- Manière de résoudre les litiges;
- Suivi et l'évaluation.

Dans le principe, en cas de différence entre la législation nationale et l'OP.4.12, c'est le standard supérieur qui l'emporte parce que de cette manière le standard le moins inclusif sera nécessairement aussi appliqué.

5.1 Acteurs institutionnels

Dans la pratique, au cours des vingt (20) dernières années au moins, les institutions haïtiennes compétentes en matière d'expropriations ont été les suivantes :

a) Le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC)

En général, c'est à la diligence du MTPTC que doit être initiée la démarche de Déclaration d'Utilité Publique, discutée en Conseil des Ministres et proclamée par Arrêté Présidentiel. Subséquemment, le Service d'Expropriations du MTPTC prend le relais pour ce qui concerne les visites de reconnaissance, les contacts avec les populations des zones ciblées, les opérations topographiques, l'examen des titres de propriétés etc.

b) La Direction Générale des Impôts (DGI)

Gérant en vertu de la loi du domaine privé de l'Etat, la DGI délègue un cadre auprès du Service d'Expropriations pour toute la durée de chaque opération d'expropriations

c) Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Une fois complété le rapport d'évaluation, le MTPTC l'achemine au Ministère de l'Economie et des Finances pour suites à donner. Dans certains cas, le Ministère de l'Economie et des Finances émet et remet lui-même les chèques aux bénéficiaires. Dans d'autres cas, la totalité du montant de l'évaluation alimente le compte courant du Service d'Expropriations qui s'occupe du paiement aux bénéficiaires, au fur et à mesure des réclamations des chèques.

VI. PROCESSUS DE PREPARATION DU PLAN D’ACTION DE REINSTALLATION

Dans le cas où une proposition de sous-projet exige l’acquisition de terres ou de biens, et/ou la réinstallation, les propositions doivent mentionner les raisons de l’acquisition de terres, le nombre et les noms des Personnes Affectées, et le budget estimatif nécessaire pour l’indemnisation.

Les propositions affectant 200 personnes ou plus et entraînant une longue période d’exécution, s’attendent à être au-delà de la portée du projet. Dans le cas où plus de 200 personnes seraient affectées et exigeraient une indemnisation, le BMPAD sera tenu d’établir un Plan Complet d’Acquisition de Terres et de Réinstallation avant de donner un avis de non-objection au sous-projet. Le PAR inclue: (a) une étude pour déterminer les caractéristiques socio-économiques des Personnes Affectées, y compris un recensement; (b) un plan global pour l’acquisition de terres et/ou pour la réinstallation; (c) un plan d’indemnisation conformément aux lignes directrices sur les indemnités indiquées dans la section VI et en collaboration avec Personnes Affectées et le CBO; (d) un processus de consultation afin de veiller à ce que les Personnes Affectées soient informées de leurs droits et de leurs responsabilités dans le cadre de la planification et de l’exécution des programmes de réinstallation; (e) une procédure de traitement de doléances pour régler les différends émergeant de l’implémentation de l’acquisition de terres et/ou des programmes de réinstallation. Le PAR indiquerait le montant du budget et la source de financement de l’indemnisation (Fonds de la Banque ne peut pas être utilisé pour l’indemnisation). BMPAD doit obtenir l’approbation de la Banque du PAR et du budget avant la délivrance d’avis de non-objection.

Pour tout sous-projet nécessitant de la réinstallation de moins de 200 personnes, BMPAD, appuyé par les MDODs et les COPRODEPs appropriés, sont tenus de respecter les étapes suivantes:

- L’OCB soumettant un sous-projet réalise un processus de consultation et établit un recensement des personnes susceptibles d’être affectées par sous-projet soumis.
- Les Personnes Affectées sont informées et conscientes de leurs droits à l’indemnisation et/ou d’autres formes d’assistance conformément à la législation Haïtienne et les politiques opérationnelles de la Banque Mondiale 4.12 résumées dans les lignes directrices sur les indemnités prévues dans la section VI ci-après.
- Les Personnes Affectées acceptent la proposition du sous-projet et négocient une indemnisation appropriée.
- L’accord est réalisé à travers un processus participatif et transparent.
- Dans les cas où des contributions volontaires de terres ou actifs sont indiquées, elles sont clairement convenues avec toutes les Personnes Affectées, et le nom(s) du contributeur(s) et les détails des contribution(s) sont inclus dans l’accord et sont vérifiés par la COPRODEP et le MDOD. Les COPRODEPs et le MDOD s’assureront que les registres⁵ de telles transactions soient protégés dans une base de données traitant de contributions volontaires et/ou des dons.
- La proposition de sous-projet (et éventuellement, accord) doit indiquer clairement les parcelles nécessaires pour l’acquisition des terres et/ou la réinstallation, le nombre et les noms des Personnes Affectées, le plan d’indemnisation et/ou de réinstallation, et le coût estimatif pour l’acquisition des terres et/ou pour l’indemnisation de réinstallatio. Dans le cas

⁵ Les rapports peuvent inclure l’enregistrement de vidéo de réunions, les images de propriétés et ou de la terre en donation, les accords écrits, les minutes de réunions, etc

de contributions volontaires, l'accord doit indiquer les raisons de la contribution et les alternatives du donateur (choix de ne pas vouloir donner le bien) et, dans le cas de contributions involontaires, la méthodologie suivie pour l'évaluation des actifs, qui doit être en conformité avec la section V ci-dessous.

- L'accord devrait indiquer que toute indemnisation viendra de la contribution du gouvernement et de la communauté au sous-projet.
- Les détails de l'accord seront vérifiés par l'*animateur* de MDOD en charge des communautés affectées avant d'être examinés par le COPRODEP et le BMPAD. Dans le cas où aucun consensus n'a été atteint sur la forme et le montant de l'indemnisation, le sous-projet ne sera pas considéré pour un financement.
- Aucune Personne Affectée ne sera expropriée de leurs terres ou d'autres actifs avant qu'elles aient reçu une compensation équivalente et/ou un site de réinstallation, comme indiqués dans le sous-projet.
- Le paiement d'indemnisation, les déplacements de personnes, ou la préparation d'un site de réinstallation doivent être achevés avant le démarrage de toute activité du sous-projet.
- Un système de suivi-évaluation sera introduit pour s'assurer que les Personnes Affectées reçoivent leur indemnisation. Le suivi sera entrepris par les MDODs et supervisé par le BMPAD, et comprendra une enquête exhaustive ou par sondage selon le nombre de Personnes Affectées. Un rapport sur les résultats et les recommandations sera publié par le MDOD et diffusé à la communauté et à la Banque.
- Dans la composante 'Réhabilitation et de Reconstruction de Logement', les exigences suivantes s'appliquent:
 - Avant l'approbation des bénéficiaires éligibles, l'expert en réinstallation du BMPAD s'assurera que les sites, les frontières, et les titres de propriété des parcelles de terre sont clairement identifiés, reconfirmés par les voisins et vérifiés par les facilitateurs des opérations de logement;
 - Les différends sur les frontières et les titres de propriété des parcelles seront résolus avant l'approbation des bénéficiaires éligibles, avec cette résolution des différends facilitée par les COPRODEP et les animateurs des MDOD appropriés; et
 - Dans les zones où ont lieu l'acquisition de terres et la réinstallation, l'accord sur le plan d'indemnisation et de son paiement ou de sa réalisation sera réglé avant le début des activités de réhabilitation et de reconstruction des logements. Le spécialiste en réinstallation du BMPAD surveillera ce processus et veillera à ce que d'autres exigences soient respectées.

VII. LIGNES DIRECTRICES POUR LES OPERATIONS D'INDEMNISATION, DE REINSTALLATION ET D'AUTRES FORMES D'ASSISTANCE

S'inspirant des accords conclus au cours des négociations, les Personnes Affectées pourront choisir de recevoir une indemnité en espèces, une réinstallation, ou d'autres options (y compris sites aménagés, terre de superficie égale ou de capacité de production égale, faible coût de logement, des appartements, logement avec des facilités de crédit, ou d'autres plans). Parmi ces options, les Personnes Affectées pourront aborder un site de réinstallation à un prix inférieur ou égal au prix actuel (y compris les propriétaires). Dans tous les cas, le montant d'une indemnisation, de réinstallation, ou d'autres options doit être suffisant pour atteindre l'objectif d'améliorer ou au moins, de maintenir les normes de la vie et revenus pour les Personnes Affectées.

Compensation

Les Personnes Affectées bénéficieront d'une indemnisation en espèces conformément aux dispositions indiquées dans la Matrice de Droits ci-dessous.

Les Personnes Affectées seront compensées à la valeur du coût de remplacement des actifs perdus. On entend par coût de remplacement:

- (a) Pour les terres: la valeur marchande des terres avant le déplacement, plus le coût de toutes les transactions.
- (b) Pour les maisons et d'autres structures: le coût de reconstruction de la maison. Le taux d'indemnisation sera calculé sur la base du prix du mètre carré habitable des logements.
- (c) Pour les arbres, les récoltes et autres actifs: valeur de remplacement existante en utilisant les prix du marché par arbre préparé par les organismes gouvernementaux.

L'ampleur de l'indemnisation dépend de la tenure foncière de la Personne Affectée comme énoncée dans la section VI.

Dans le cas de contribution volontaire et/ou de dons, les donateurs/contributeurs renoncent à tout droit de compensation pour les actifs perdus. Ces dons doivent être clairement enregistrés et décrits par le MDOD concerné.

Chaque Personne Affectée sera munie d'une carte d'identité à la fin du processus de recensement. La carte d'identité confirme l'éligibilité à une indemnité dans le cadre du programme de réinstallation. Les cartes d'identité doivent avoir un numéro unique assigné à chaque individu/ménage affecté, une photo correspondante, et mentionner que l'admissibilité sera perdue si la Personne Affectée décide de se déplacer dans d'autres endroits sans l'appui du projet⁶.

Autres Formes d'Assistance

Les Personnes Affectées perdant leurs sources de revenus ou leurs moyens de subsistance à cause du sous-projet recevront une assistance. Les types d'assistance seront définis par le MDOD et COPRODEP et confirmés par BMPAD. La formation et l'assistance pouvant être fournies comprennent: motivation et développement; formation vocationnelle et technique; aide au développement de petites entreprises; microcrédit; développement de marché; assistance pendant la période de transition; et renforcement des organisations communautaires de base et des services. Dans la mise en œuvre de l'assistance, des précautions devraient être prises pour harmoniser les personnes nouvellement réinstallées et les communautés hôtes dans la zone de réinstallation grâce à une assistance spécifique et des efforts d'intégration. L'assistance peut être liée à des programmes existants et des ressources et, en particulier, les autres composantes de PRODEPUR.

Sites de Réinstallation

⁶ Ceci est particulièrement important dans le cas d' 'occupants illégaux' qui peuvent qualifier comme éligible pour l'indemnisation, mais se déplacent dans d'autres endroits où ils se seront plus affectés par le projet, et réclament d'indemnisation.

Il est hautement improbable que les initiatives de Reconstruction se traduiront par des déplacements de personnes à une échelle exigeant l'établissement de sites de réinstallation ex novo. Cependant, si ceci doit être émergé comme une option nécessaire et inévitable durant l'implémentation, les principes suivants seront appliqués à la construction de nouveaux sites de réinstallation. Tout site de réinstallation mis à la disposition des Personnes Affectées incluront des infrastructures et des installations publiques suffisantes pouvant permettre une vie sociale et économique convenable (au moins à des niveaux similaires avant l'intervention du projet), y compris: (a) routes ou sentiers; (b) système de drainage; (c) approvisionnement en eau (si un réseau de distribution d'eau n'est pas disponible, il y aurait des colonnes d'alimentation conformément aux normes de santé); (d) électricité; (e) centre de santé, établissement d'enseignement, des espaces de travail et de commerce, les services religieux, et des activités sportives, conformément à la taille de la nouvelle communauté; et (f) l'accès aux transports publics.

Les Personnes Affectées se déplaceront vers le nouveau site après que les infrastructures et les installations au site de réinstallation soient terminées, comme l'ont confirmé le BMPAD et le MDOD. Les Personnes Affectées seront informées de l'achèvement du site de réinstallation au moins un mois avant leur déplacement, et seront invitées à inspecter le nouveau site. Le site de réinstallation sera disponible avant le lancement des travaux du sous-projet.

L'emplacement réservé à la réinstallation sera largement diffusé, de façon que le grand public soit informé.

VIII. CRITERES D'ADMISSIBILITE DES PERSONNES AFFECTEES

Les Personnes Affectées peuvent être regroupées dans les catégories suivantes: (a) celles qui ont des titres de propriétés des terres; (b) celles qui, en vertu du droit interne, ont le droit d'occuper des terres dans un quartier résidentiel, commercial, industriel dans la zone du projet, ou d'occuper des terres sur les infrastructures ou sites d'installations publiques, tels que rivières, routes, parcs ou autres installations publiques dans la zone du projet, mais sans titre de propriété; (c) celles qui n'ont aucun droit légal d'occuper des terres dans un quartier résidentiel, zone commerciale ou industrielle dans la zone de projet ou les terres publiques ou sites d'installations, mais qui occupent ces terres au moment du recensement ou de l'étude de faisabilité; (d) les locataires; (e) celles qui ont perdu leurs jobs à cause de l'acquisition de terres et/ou des déplacements physiques; et (f) celles qui n'ont aucun droit d'occuper des terres dans un quartier résidentiel, zone commerciale ou industrielle dans la zone du projet, ou des terres publiques et des sites d'installations publiques et dont l'occupation de ces terres commence après le recensement.

L'indemnisation diffère en fonction de ces catégories :

(a) Les personnes avec un certificat ou titre foncier

- recevront une compensation pour les terres, les bâtiments et autres propriétés.
- recevront une prime et/ou une assistance pour le transport de leurs effets personnels.
- recevront une aide additionnelle en cas de personnes/familles vulnérables.

(ii) *Les personnes qui ne détiennent pas de certificat foncier ou autre document juridique, mais possèdent un logement et/ou autres structures :*

- ne recevront pas d'indemnisation pour les terres.
- recevront une indemnisation pour la construction et autres propriétés, ainsi que pour les cultures et les arbres au prix du marché.
- recevront une prime pour le transport de leurs effets personnels.
- recevront une aide additionnelle en cas de personnes/familles vulnérables

(iii) Les locataires

recevront une allocation de six (6) mois de loyer calculés sur la base du prix du loyer moyen pour des maisons semblables dans la même zone.

recevront également une assistance, une formation et une prime et/ou une assistance pour le transport de leurs effets personnels.

(iv) Les Personnes affectées économiquement

bénéficieront des opportunités de restauration des moyens de subsistance.

(v) Les personnes occupant ou s'installant dans la zone du projet après le recensement

ne recevront aucune assistance d'indemnisation ou de réhabilitation pour les terres, les structures construites, ou les cultures.

La justification d'indemnisation pour toutes catégories de Personnes Affectées est résumée dans la Matrice de Droits ci-dessous.

Matrice de Droits

CATÉGORIES DE PERSONNES AFFECTÉES	TYPE DE PERTE	OPTION D'INDEMNISATION
Propriétaires légaux	Terres	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance ⁷
Propriétaires illégaux avec droits d'occupation des terres	Terres	Pas d'indemnisation monétaire
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du

⁷ Les opportunités de restauration des moyens de subsistance prennent souvent la forme de programmes de formation afin de diversifier les options des moyens d'existence ou d'améliorer la productivité. Les meilleures pratiques montrent que les programmes de restauration des moyens de subsistance sont plus efficaces lorsque conçus conjointement avec les Personnes Affectées pendant l'exécution du projet, et en prenant en considération les opportunités locales. PRODEPUR concevra un programme de restauration des moyens de subsistance en étroite collaboration avec les Personnes Affectées et partenaires locaux dans l'exécution de ces programmes.

		marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Locataires	Terres	Pas d'indemnisation monétaire
	Maisons et autres structures physiques	Indemnisation intégrale égale à la valeur de remplacement du marché
	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Personnes économiquement affectées	Perte d'économie	Possibilités de restauration des moyens de subsistance
Résidents illégaux occupant le site après le recensement	Non-Eligible pour indemnisation	Non éligible pour l'indemnisation

Dans le cas où les Personnes Affectées sont particulièrement vulnérables (personnes âgées, orphelins, femmes-chefs de ménage, personnes physiquement ou mentalement handicapées, etc...), en plus de ce qui est indiqué dans la Matrice ci-dessus, le projet:

- 1) enregistrera tous les cas de personnes/familles vulnérables;
- 2) consultera avec des personnes/familles vulnérables et trouvera une solution appropriée à leur cas spécifiques;
- 3) engagera des services sociaux ou des ONG afin de supporter les cas vulnérables;
- 4) fournira des subventions en espèces en cas de besoins (au cas par cas et clairement documentées).

VIII. CONSULTATION ET RESOLUTION DE PLAINTES

Ce Cadre général sera inclus dans le manuel opérationnel du projet, et le BMPAD, les MDODs et les COPRODEPs seront chargés de sa mise en application. L'approche du projet en facilitant la transparence et la consultation devrait permettre des solutions à des problèmes locaux rapides et efficaces. Si les Personnes Affectées ou d'autres membres de la communauté ont une plainte concernant le Cadre ou son application, le projet établira un système de traitement des plaintes au niveau des Centres d'Appui à la Reconstruction (CAR), avec un personnel en charge de la manipulation et du suivi des plaintes. Les plaintes ne pouvant pas être résolues au niveau local grâce à travers ce système seront adressées au BMPAD.

Dans le cas où les délibérations ont été conduites pendant plus de 120 jours sans parvenir à une solution, la résolution des différends sera traitée selon les lois Haïtiennes en vigueur.

Arrangements Institutionnels

La mise en œuvre de programmes de réinstallation pour les initiatives de Reconstruction sera basée sur le système existant pour le projet PRODEPUR, avec certaines modifications. De telles modifications assureront la capacité d'exécuter des programmes de réinstallation et de gestion des restes humains.

Actuellement, PRODEPUR dépend d'un système de dépistage pour éviter les sous-projets qui nécessiteraient la réinstallation involontaire des personnes dans la réalisation de petites infrastructures communautaires. Cependant, la portion AF du projet peut exiger la mise en œuvre de programmes de

réinstallation. La gestion de PRODEPUR confirme les garanties de dépistage des sous-projets (en s'assurant que la réinstallation involontaire ne soit prise en charge) basée sur les formulaires soumis par le MDODs et leurs Bureaux Techniques de Coordination (BTC).

Ce système continuera pour le projet PRODEPUR et également pour la portion AF. Cependant, étant donné la nécessité de s'assurer que (i) tous les sous-projets soient soigneusement examinés pour les impacts, et que ces impacts soient gérés et supervisés de façon adéquate, et (ii) les programmes de réinstallation involontaire soient effectivement mis en œuvre; une cellule d'environnement social et technique (EST) sera créée. La cellule fera directement son rapport au coordonnateur du BMPAD. La cellule exécutera les fonctions suivantes :

- 1) Aider le coordonnateur de PRODEPUR conformément aux politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale en examinant les documents sociaux et environnementaux produits par les Bureaux Techniques de Coordination [BTC];
- 2) Fournir aux BTC spécifiques des services d'aide et de conseil pour la mise en œuvre des politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale.
- 3) Evaluer, concevoir et mettre en œuvre le programme de réinstallation selon les besoins du projet. Ces programmes comprendront l'élaboration de Plans d'Action de réinstallation, de consultation et des programmes de communication avec les intervenants affectés, et l'établissement des procédures de doléances aux sites de réinstallation respectifs.
- 4) Superviser les consultations en cours et les systèmes de gestion de doléances au sein de PRODEPUR.

Un spécialiste international en réinstallation sera engagé pour les 6 premiers mois de la phase de mise en œuvre du projet AF pour aider le PRODEPUR à établir des systèmes de gestion des programmes de réinstallation pour la cellule EST. Cette consultation, entre autres, inclut la définition des modalités opérationnelles, la mise en place de systèmes de gestion des données, l'élaboration d'un manuel opérationnel⁸ de réinstallation sur la base du Cadre de Politique de Réinstallation élaboré pour l'AF, ainsi que la formation du personnel national sur la gestion des programmes de réinstallation involontaire. Etant donné que l'ampleur et l'échelle des programmes de réinstallation involontaire déclenchée par le projet de construction AF ne sont pas encore connues, le budget va être assez robuste pour permettre le recrutement d'un spécialiste en réinstallation pour un certain nombre de jours pendant toute la durée de vie du projet.

De plus, trois spécialistes en développement social et en environnement avec de solides connaissances sur les problèmes de réinstallation involontaire et sur l'environnement seront recrutés pour renforcer la cellule EST et fournir une assistance technique journalière au PRODEPUR AF/projet de logement. Ces 3 spécialistes seront hébergés dans les zones d'implémentation des projets.

⁸ Le Manuel Opérationnel de Réinstallation Involontaire sera intégré dans le Manuel Opérationnel général du projet.

ANNEXES

Annexe I

République d'Haïti Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement

Projet de Développement Participatif en Milieu Urbain – Financement Additionnel (PRODEPUR – HABITAT))

Termes de Référence pour préparation de Plans d'Action de Réinstallation (PAR)

Le Gouvernement Haïtien a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) un Financement pour le Projet de Développement Participatif en Milieu Urbain (PRODEPUR). Suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, la Banque a immédiatement reprogrammé le projet PRODEPUR en cours pour donner la priorité à la mise en œuvre de sous-projets permettant de répondre aux besoins créés par la catastrophe dans les communautés visées par le projet.

Le 26 octobre 2010, la Banque a approuvé un financement additionnel de 30 millions de dollars en faveur de ce Projet in, ci-dessus mentionné, pour financer des activités d'enlèvement des décombres, de réparation et de reconstruction de logements et d'amélioration de l'infrastructure communautaire, et pour permettre le retour sans danger des habitants de secteurs gravement affectés, ciblés par PRODEPUR.

En outre, la Banque a pris d'autres initiatives, notamment un don de 65 millions de dollars au titre du Projet de Reconstruction des Quartiers Défavorisés de Port-au-Prince (PREKAD).

Les activités de ces initiatives de reconstruction du PRODEPUR auront des impacts positifs majeurs sur le renforcement du secteur de reconstruction suite aux événements dramatiques qu'a connu le pays (cyclones et séisme), toutefois, certaines relatives à la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures de base peuvent avoir certains impacts et effets sociaux négatifs, notamment en termes d'occupation d'espaces publics ou privés, de démolition de maisons, de génération de déchets et autres pollutions, nuisances sanitaires et insécurité, lors des travaux et lors de la mise en service des infrastructures.

Il a été alors demandé d'élaborer un Cadre de Politique de Réinstallation dans le cadre de la mise en œuvre de ces initiatives.

Le CPR établit les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois haïtiennes et à la politique de sauvegardes de la Banque Mondiale PO 4.12 relative à l'installation.

Suite à l'évaluation environnementale préliminaire (screening), si un sous-projet déclenche la politique PO 4.12, un Plan de Réinstallation (PR) devra être préparé incluant une étude socio-économique dont l'objectif est de collecter des informations de base sur les domaines d'activité du sous-projet, permettant une évaluation économique et sociale des populations/communautés potentiellement affectées.

1. Description du Sous-Projet et de ses impacts éventuels sur les terres

- 1.1 Description générale du Projet et identification de la zone d'intervention
- 1.2 Impacts. Identification de:
 - 1.2.1 La composante ou les actions du projet qui vont occasionner le déplacement
 - 1.2.2 La zone d'impact de ces composantes ou actions
 - 1.2.3 Les alternatives envisagées pour éviter ou minimiser le déplacement
 - 1.2.4 Les mécanismes mis en place au cours de la mise en œuvre pour minimiser dans la mesure du possible le déplacement.
2. Objectifs. Principaux objectifs du programme de réinstallation
3. Etudes socio-économiques et recensement des personnes, des biens et des moyens d'existence affectés. Les conclusions des études et du recensement doivent comprendre les points suivants:
 - 3.1 Résultats d'un recensement couvrant les occupants actuels de la zone affectée, pour établir la base de la conception du programme de réinstallation et pour exclure les personnes qui arriveraient après le recensement de l'éligibilité aux bénéfices du programme de réinstallation.
 - 3.2 Caractéristiques des ménages déplacés: description des systèmes de production, de l'organisation des ménages, comprenant les niveaux de production et de revenus issus des activités formelles et informelles, et les niveaux de vie (notamment sur le plan de la santé) de la population déplacée
 - 3.3 Ampleur des pertes totales ou partielles de biens, et ampleur du déplacement physique et économique.
 - 3.4 Information sur les groupes ou personnes vulnérables pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises.
 - 3.5 Dispositions relatives à l'actualisation de l'information sur les personnes déplacées, notamment leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, de sorte que des informations actuelles soient disponibles lors du déplacement
 - 3.6 Autres études décrivant les points suivants :
 - 3.6.1 Système foncier et transactions foncières, comprenant notamment l'inventaire des ressources naturelles communautaires utilisées par les personnes affectées, les droits d'usage ne faisant pas l'objet de titres écrits (notamment la pêche, le pâturage, ou l'utilisation de la forêt) et gouvernés par des systèmes traditionnels, et toute autre question relative au système foncier dans la zone
 - 3.6.2 Interaction sociale dans les communautés affectées, comprenant les réseaux sociaux et de solidarité, et comment ils seront affectés par le déplacement
 - 3.6.3 Infrastructure et services publics susceptibles d'être affectés
 - 3.6.4 Caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, dont la description des institutions formelles et informelles (organisations communautaires, groupes religieux, ONGs), qui peuvent être associés à la stratégie de consultation et de participation à la conception des actions de réinstallation
4. Contexte légal et institutionnel
 - 4.1 Résumé des informations continues dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation
 - 4.2 Particularités locales éventuelles
 - 4.3 Spécificités locales en matière institutionnelle et organisationnelle
 - 4.3.1 Identification des organismes responsables de la réinstallation, et des ONG qui pourraient avoir un rôle dans la mise en œuvre
 - 4.3.2 Evaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONG
5. Éligibilité et droits à indemnisation / réinstallation. Sur la base des définitions et des catégories présentées dans ce Cadre de Politique de Réinstallation, définition des personnes déplacées éligibles,

règles de détermination de l'éligibilité à l'indemnisation ou autre assistance à la réinstallation dont notamment la règle de fixation de la date limite

6. Evaluation et compensation des pertes. Méthodologies d'évaluation destinées à déterminer le coût intégral de remplacement, description des méthodes et niveaux de compensation prévus par la législation locale, et mesures nécessaires pour parvenir à l'indemnisation au coût intégral de remplacement

7. Mesures de réinstallation:

7.1 Description des mesures prévues (indemnisation et/ou réinstallation) pour assister chacune des catégories de personnes affectées

7.2 Sélection des sites de réinstallation, préparation des sites, et réinstallation, en incluant la description des alternatives

7.3 Mécanismes légaux d'attribution et de régularisation foncière pour les réinstallés

7.4 Habitat, infrastructure, et services sociaux

7.5 Protection et gestion de l'environnement

7.6 Participation communautaire, participation des déplacés, participation des communautés hôtes

7.7 Intégration des réinstallés avec les populations hôtes. Mesures destinées à alléger l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes

7.8 Mesures spécifiques d'assistance destinées aux personnes et groupes vulnérables

8. Procédures de gestion des plaintes et conflits. Sur la base des principes présentés dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation, description de mécanismes simples et abordables pour l'arbitrage et le règlement par des tierces parties des litiges et conflits relatifs à la réinstallation. Ces mécanismes doivent prendre en compte les recours judiciaires effectivement possibles et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits.

9. Responsabilités organisationnelles. Le cadre organisationnel pour la mise en œuvre de la réinstallation, notamment l'identification des organismes responsables des mesures de réinstallation, les mécanismes de coordination des actions, et les mesures de renforcement de capacités, ainsi que les dispositions relatives au transfert aux autorités locales ou aux réinstallés eux-mêmes de la responsabilité des équipements ou services créés par le Projet, etc.

10. Calendrier de mise en œuvre, couvrant toutes les actions depuis la préparation jusqu'à la fin de la mise en œuvre, y compris les dates pour la délivrance aux réinstallés des actions du projet et des diverses formes d'assistance prévues. Le calendrier doit indiquer comment les actions de réinstallation sont liées au calendrier d'exécution de l'ensemble du projet

11. Coût et budget. Tableaux des coûts par action pour toutes les activités prévues pour la réinstallation, y compris les provisions pour inflation, croissance de la population, et autres imprévus. Prévisions de dépense, source de financement et mécanismes de mise à disposition des fonds.

12. Suivi et évaluation. Organisation du suivi des actions de réinstallation par l'organisme chargé de la mise en œuvre, intervention d'agences externes pour le suivi, information collectées, notamment indicateurs de performance et mesure des résultats, ainsi que de la participation des personnes déplacées au processus de réinstallation.

Annexe II

Filtrage des Sous-Projets pour Eviter les Effets de Déplacements Forcés de Populations dans les Cas de Donations de Terres Volontaires

L'OP 4.12 n'est pas enclenché dans le cadre de ce Projet. Il est donc nécessaire que tous impacts potentiels qui pourraient être couverts par cette politique soient évités à travers un processus de filtrage préliminaire des sous-projets pour des éventuels effets de déplacements forcés de populations, et l'élimination de tous les sous-projets proposés qui ne passent pas dit filtrage. Dans certains sous-projets, les communautés peuvent accepter d'apporter des terres volontairement en échange des bénéfices communautaires désirés. L'OP 4.12 n'est pas appliquée dans les cas où des personnes ou communautés font un don de terres *volontaire*, en échange de services ou bénéfices liés au projet. D'après le Manuel de Déplacements Forcés:

Un « Déplacement forcé » se réfère à tout déplacement qui n'est pas attribuable au droit souverain ou d'autres formes d'acquisitions soutenus par l'Etat. Les principes en vigueur pour un déplacement volontaire sont le *consentement informé* et le *pouvoir du choix*. « Consentement informé » signifie que les personnes concernées sont entièrement informées à propos du Projet et ses implications et conséquences, et y participent de leur libre accord. « Pouvoir du choix » signifie que les personnes concernées ont le choix d'accepter ou de refuser l'acquisition de terres, sans conséquences négatives imposées formellement ou informellement par l'Etat.

Une procédure de filtrage sera donc appliquée, de manière obligatoire, avant l'autorisation de financement de tout sous-projet proposé qui impliquent des dons volontaires de terres ou de structures comme contribution équivalent de la part des membres de la communauté. Cette procédure nécessitera au moins : (1) une visite de terrain technique, effectuée par un/e spécialiste local qualifié, ce qui inclura : (i) une révision des documents pertinents ; (ii) une inspection de site ; et (iii) des entretiens avec les acteurs locaux impliqués (et, particulièrement, ceux qui habitent sur ou près des sites en question et ceux qui font le don). Dans le cas où plus d'une visite serait nécessaire pour assurer une évaluation adéquate, l'équipe du Projet effectuera des visites additionnelles comme nécessaire. La visite visera à déterminer : (i) que toutes les contributions de terres sont effectivement volontaires et n'impliquent aucune forme de coercition ; et (ii) qu'elles ne compromettraient d'aucune façon les donateurs (ou des tiers faisant déjà usage des terrains en question).

Comme il peut être difficile de déterminer le consentement informé, les critères suivants seront appliqués:

- 1) l'activité du sous-projet proposé n'est pas dépendante d'un site spécifique⁹ ;

⁹ Les donations de terres peuvent seulement être considérées *volontaires* si l'infrastructure n'est pas dépendante d'un site spécifique. Par définition, le pouvoir du choix – et donc, la relocalisation volontaire – est seulement possible si la localisation du projet n'est pas fixée. La trajectoire d'une route rurale, par exemple, pourrait être modifiée face à l'objection d'un propriétaire de terre. La zone d'un réservoir derrière un barrage local, par contre, est immuable. Le premier exemple permet une relocalisation volontaire ; le deuxième ne le permettrait pas. C'est à dire ; le consentement volontaire est insuffisant sans le pouvoir de choix.

- 2) les impacts sont minimes (i.e., moins de 10% de la superficie d'une exploitation / possession sont nécessités et aucune délocalisation physique n'est exigée) ;
- 3) le site a été identifié par la commune concernée et non pas par le BMPAD, les MDODs ou le BTC (même si ces acteurs peuvent contribuer à assurer que le site est approprié pour les objectifs du sous-projet, et que le sous-projet n'implique aucun impact négatif environnemental ou social) ; et
- 4) qu'aucune autre personne ne réside sur le site (y compris des squatteurs ou empiéteurs), ou n'y résidaient avant la donation et que le site est libre de tout conflit foncière ou autre obstacle ;
- 5) que ceux qui ont fait le don de leurs terres possédaient d'autres options, y compris, celle du refus de la donation ;
- 6) qu'il y a une vérification convenable (e.g. certification par un notaire ou déclaration à témoin) de la nature volontaire des dons de terres par chaque personne qui a fait un don ;
- 7) qu'aucune autre personne n'utilise le terrain pour des fins de subsistance (ex. agriculture, pâturage, pêche, etc.) ;
- 8) que le sous-projet ne limitera ou n'interrompra l'accès d'aucune personne qui utilise le terrain pour accéder à des ressources ou à des revenus ;
- 9) que le titre de propriété de terres est acquis dans la communauté, ou qu'il existe une garantie appropriée d'accès public aux services fournie par le titulaire particulier ;
- 10) que tous les intervenants ont eu accès et informations adéquats concernant les mécanismes de réclamation du Projet ;
- 11) que, dans le cas où tous les critères cités ne sont pas satisfaits, le sous-projet sera envoyé à l'équipe du Projet pour révision, afin de chercher des alternatives acceptables ; y compris, l'utilisation d'autres sites et /ou l'abandon du sous-projet¹⁰ ; et
- 12) que le processus entier de donation et de révision soit clairement documenté.

La visite donnera lieu à l'élaboration d'un rapport technique à être révisé par l'Equipe du Projet et par la Banque Mondiale, au préalable de l'autorisation de financement du sous-projet en question.

¹⁰ La Politique envisage la possibilité de mécanismes d'atténuation conçus par les communes, acceptables aux personnes affectées. Cependant, sous ce Projet, une telle solution devra être vérifiée par l'Equipe du Projet dans chaque cas.

Annexe III

Formulaire d'Évaluation de l'acquisition du site d'emplacement du Sous-Projet

1^{ère} Partie : Identification du Sous-Projet

1. Nom du Sous-Projet :

2. Localisation du Sous-Projet :

3. Raisons pour l'évaluation de l'acquisition du site :
(Résumer les questions provenant du formulaire de filtrage qui ont montré qu'une évaluation du site était nécessaire).

4. L'OCB ou les OCB (incluant noms des représentants) ayant présenté la candidature du Sous-Projet :

2^{ème} Partie : Description du Sous Projet :

5. Détails complémentaires sur le Sous-Projet : fournir des détails qui ne sont pas présentés dans la candidature du Sous-Projet de façon adéquate, en joignant des croquis si nécessaire.

3^{ème} Partie : Evaluation de l'emplacement du Sous-Projet

6. l'activité du Sous-Projet proposé, est-elle dépendante d'un site spécifique¹¹ ?

Oui ☐

Non ☐

7. Le site a-t-il été identifié par la commune concernée (et non pas par le BMPAD, les MDODs ou le BTC) ? ;

Oui ☐

Non ☐

8. A qui appartient le terrain ou le local où le Sous-Projet va être établi ?

a) L'Etat ☐

b) Privé ☐

c) L'Eglise ☐

d) Bien de la Communauté ☐

e) Autres (précisez) ☐

7. Le Sous-Projet peut-il conduire à l'acquisition forcée de terre (expropriation pour cause d'utilité publique) ou à des pertes totales ou partielles d'actifs (récoltes, terres agricoles, toutes formes de bâtis, etc.) ?

Oui ☐

Non ☐

Si **oui**, le cas sera remis à l'attention de l'Equipe du BMPAD pour évaluation d'alternatives. Dans le cas où aucune alternative qui évite des impacts de la OP 4.12, sur le déplacement involontaire, ne puissent être trouvés, le Sous-Projet serait éligible pour financement sous PRODEP.

8. Le Sous-Projet ne risque-t-il de porter atteinte aux droits fonciers et aux droits de propriété ?

Oui ☐

Non ☐

¹¹ Les donations de terres peuvent seulement être considérées *volontaires* si l'infrastructure n'est pas dépendante d'un site spécifique. Par définition, le pouvoir du choix – et donc, la relocalisation volontaire – est seulement possible si la localisation du projet n'est pas fixée. La trajectoire d'une route rurale, par exemple, pourrait être modifiée face à l'objection d'un propriétaire de terre. La zone d'un réservoir derrière un barrage local, par contre, est immuable. Le premier exemple permet une relocalisation volontaire ; le deuxième ne le permettrait pas. C'est à dire ; le consentement volontaire est insuffisant sans le pouvoir de choix.

Si **oui**, le Sous-Projet n'est pas éligible et si non, la présentation des documents légaux (titre de propriétés, acte d'arpentage, cessation légale etc.) est obligatoire pour la poursuite de l'examen de la candidature.

9. Comment le terrain ou le local a été mis à la disposition du projet ?

- a) Contribution volontaire ☐
- b) Location ☐
- c) Donation ☐
- d) Achats ☐
- e) Autres (à préciser) ☐

10. Est-il prévu que le Sous-Projet :

- a) Ait recours à un terrain actuellement occupé ou régulièrement utilisé à des fins productives (jardinage, pâturage, récréation, etc.) ?

Oui ☐

Non ☐

- b) Entraîne un déplacement de personnes, familles ou entreprises ?

Oui ☐

Non ☐

- c) Débouche sur la perte temporaire ou permanente de cultures, d'arbres fruitiers ou d'infrastructures domestiques (toilettes, silos, cuisines etc.) ?

Oui ☐

Non ☐

4^{ième} Partie : Incidences des dons de terrain ou de bâtis comme contribution volontaire

11. Le titre a été acquis par qui?

- a) La communauté ☐
- b) Par une garantie appropriée d'accès public aux services fournis par le titulaire particulier ☐

12. Au cas où le terrain ou le local serait un don de la communauté :

- | | Oui | Non |
|--|--------------------------|--------------------------|
| a) Cette contribution est-elle vraiment volontaire | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) Cette donation implique-t-elle une forme d'influence ou | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

d'autorité sur le projet.

- | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| c) Ces donateurs seront-ils affectés ou préjudiciés par la contribution ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d) Existe-il d'autres personnes qui vont perdre leurs moyens de subsistance à cause de cette donation ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e) Est-ce qu'il y a des gens qui occupaient le site avant ou pendant l'acte de donation ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f) Les membres de la communauté, sont-ils au courant de la donation ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Au cas où l'une de ces réponses ne paraît pas favorable, les problèmes doivent être clarifiés au niveau du site avant l'approbation du Sous-Projet.

13. Le processus conduisant à la donation est-il clairement documenté par les pièces et éléments suivants :

- | | |
|------------------------|--------------------------|
| a) Acte notarié | <input type="checkbox"/> |
| b) Témoins certifiés | <input type="checkbox"/> |
| c) Plan d'arpentage | <input type="checkbox"/> |
| d) Mandat autorisé | <input type="checkbox"/> |
| e) Droit de jouissance | <input type="checkbox"/> |
| f) Autres (à préciser) | <input type="checkbox"/> |

Toute documentation nécessaire devra être ajoutée au dossier du sous projet avant que l'examen puisse se poursuivre. Toute donation ou autre forme d'acquisition non documentée implique l'inéligibilité automatique du Sous-Projet.

14. Les impacts sont-elles minimales ?¹²

Oui ☐

Non ☐

15. Toutes les personnes concernées ont-ils eu accès et informations adéquats au sujet des mécanismes de réclamations du Projet?

(1) ¹² C'est à dire, moins de 10% de la superficie d'une exploitation / possession sont nécessités et aucune délocalisation physique n'est exigée.

Oui ☐

Non ☐

Dans le cas où tous les critères cités ne soient pas satisfaits, le Sous-Projet sera envoyé à l'équipe du Projet pour révision, afin de chercher des alternatives acceptables ; y compris, l'utilisation d'autres sites et /ou l'abandon du sous-projet¹³.

Nom de la personne chargée de l'évaluation du site :

Signature:

Date:

(2) ¹³ La Politique envisage la possibilité de mesures d'atténuation conçus par les communautés, et acceptables aux personnes affectées. Cependant, sous ce Projet, une telle solution devra être vérifiée par l'Equipe du Projet dans chaque cas, avant que le financement du Sous-Projet soit approuvé.

